

Le débat public sur la ligne THT a eu lieu Avec du public, mais sans débat

Le lundi 14 novembre 2005, à la salle polyvalente de Laval, « plus de 700 personnes »⁽¹⁾ ont participé au débat public concernant le projet de ligne très haute tension (THT) Cotentin-Maine. En début de réunion, Jean-Pierre Giblin, président de la commission particulière du débat public THT Cotentin-Maine, espérait un débat « de haute tenue, caractérisé par l'ouverture et le respect de la parole de chacun ». En fin de réunion, il regrette vivement que la séance ait été « perturbée par certains participants ». Il ajoute : « Ce climat ne fait pas honneur au débat public »⁽²⁾. *Ouest-France* titre dès le lendemain : « La ligne à 400 000 volts débattue dans une ambiance électrique ». Avec un peu plus de recul, *Le Courrier de la Mayenne* va plus loin : « Un débat tronqué dans une ambiance survoltée »...

Mais, tout d'abord, qui étaient ces 700 personnes présentes ? Sans doute de très nombreux adhérents des différentes associations qui se sont créées les six mois précédents ou des associations, telles Mayenne Nature Environnement ou la Fédération départementale des CIVAM⁽³⁾, qui, toutes, sont contre le projet et pour une autre politique énergétique.

Par contre, les adhérents sont-ils venus pour s'informer, ou bien pour interdire tout débat ? Et sans doute y avait-il également beaucoup de citoyens, non-adhérents de l'une ou l'autre de ces associations, et qui souhaitaient accéder à une information par un débat contradictoire.

Mais le « débat » n'a pas eu lieu. La moindre position un peu nuancée se payait durement : sifflets, interpellations, injures (« menteur », « terroriste », « voyou », « vendu », etc.). On peut simplement se réjouir que la réunion n'ait pas chaviré et que la violence soit restée verbale. Pour cela, il a sans doute fallu que la plus grande majorité du public assiste passivement à cette caricature de démocratie, mais pouvait-il en être autrement ?

La presse ne nous éclaire pas beaucoup sur le nombre de personnes, parmi le public, qui ont empêché le débat. Pour *Le Courrier de la Mayenne* (24 novembre 2005), on sait seulement qu'Hervé Éon, « l'ancien conseiller général des Fourches », figurait parmi les « manifestants ». L'hebdomadaire, dans ses « impertinences », précise qu'il n'a pas hésité « à multiplier les provocations, se servant d'un sifflet, brandissant une pancarte, parlant

à haute voix et quittant même publiquement sa place »... Cela donne le ton de la réunion...

Si l'on en croit *Ouest-France* (25 novembre 2005), au moins une association du collectif, celle d'Andouillé, ne cautionne pas ce qui s'est passé. Elle se déclare déçue du débat « où l'écoute des arguments des uns et des autres aurait dû prévaloir ». Cependant, elle reconnaît que cela a permis d'afficher la forte opposition au projet de ligne THT et, plus globalement, au projet de réacteur nucléaire à Flamanville.

Une chose est certaine : les intervenants à la tribune, parmi les opposants au projet (le collectif Mayenne SurVOLTés, Mayenne Nature Environnement, FD.Civam), n'ont pas levé le petit doigt pour que le débat puisse avoir lieu. Ce qui n'a pas empêché certains d'entre eux, dans leurs interventions, d'évoquer le manque de démocratie dans la gestion de ce dossier. Mais pouvaient-ils imposer quoi que ce soit aux « manifestants » ?

Un compte rendu épuré

Pour mieux analyser le déroulement du « débat » qui s'est tenu le 14 novembre, on peut se référer au compte rendu synthétique ou au compte rendu complet de la réunion. Surtout, ne pas se contenter du compte rendu synthétique, seul diffusé dans un premier temps : en effet, le document publie les diverses interventions de façon épurée.

Par exemple, les interpellations de la salle ne sont pas reprises, comme s'il ne s'était rien passé. Les

(1) – *Ouest-France* du 15 novembre 2005 et *Le Courrier de la Mayenne* du 17 novembre 2005.

(2) – Compte rendu de la séance, site : http://www.debatpublic-thtcotentin-maine.org/actualite/compte_rendu.html

(3) – Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural.

propos des intervenants sont eux-mêmes sérieusement raccourcis. Difficile, avec ce seul document, de croire à la transparence dont se targuent les organisateurs du débat.

Mais il y a eu aussi, par la suite, un compte rendu complet : par exemple, on y retrouve la déclaration de Jean-Pierre Le Scornet, vice-président du Conseil régional : il a précisé que les conditions d'un vrai débat, de vrais échanges, n'étaient pas réunies. Il aurait apprécié, a-t-il ajouté, qu'un regard posé, dépassionné, soit porté sur cette vraie question qu'est la politique énergétique de la France. Le conseiller régional a été très habile : il a pu exprimer ses regrets sans se faire huer...

Nous retrouvons également, dans le compte rendu complet, les petites phrases provocantes de Jean-Pierre

Dupuis qui représentait le Conseil général. À titre d'illustration, il a lancé que le Conseil général « *ne se terrera pas* » (n'est-ce pas plutôt : « *ne se taira pas* » !); il a regretté que certains de ses collègues soient victimes « *de terrorisme intellectuel* ». Les « *agitateurs* » de la réunion se sont fait traiter d'« *ayatollah* » – terme réellement impropre... On se doute que Jean-Pierre Dupuis, ce soir-là, ne s'est pas fait que des amis !

À partir de là, comment débattre en France ? Sur un dossier aussi sensible que celui-ci, comment mettre en œuvre un processus de démocratie participative ? La solution, finalement, ne viendrait-elle pas d'un référendum ? Au-delà des obstacles législatifs, cela supposerait surtout que les élites politiques fassent confiance au peuple... Et pas seulement pour l'élection de ses représentants !

ECHOS DU DÉBAT DANS LA PRESSE

